

L'historien et l'histoire officielle algérienne

Session thématique « Histoire officielle »

Jeudi 22 juin 2006, matin (9h-11h), salle F 106

L'objet de cette communication est d'essayer de comprendre la pratique historiographique en Algérie. Comment l'histoire du pays est-elle prise en charge à la fois par les institutions de l'État et par les groupes politiques et sociaux porteurs de mémoire? N'y aurait-il pas comme une sorte de répartition des tâches? Mais face à une histoire nationale, encore à définir et à faire, que peut bien signifier histoire officielle dans notre pays? Comment s'exprime-t-elle? Par quels canaux, en dehors de l'école, arrive-t-elle au public le plus large? Quels en sont les acteurs et les thèmes de prédilection? Quelle part les historiens universitaires ont-ils dans la construction d'une histoire officielle? Les universitaires sont-ils les seuls intervenants?

L'examen critique de l'opération historique permet de mettre en évidence quatre phénomènes :

- 1) La période 1954-1962 fait écran. D'une part elle plonge les autres périodes de l'histoire de l'Algérie au moins dans une semi-obscurité et d'autre part, elle bloque l'horizon historique. L'histoire prend fin en 1962.
- 2) Le recours aux sources en général et aux archives n'est pas réglé. Tout se passe comme s'il y avait par rapport à l'archive, un double problème : un problème de définition et un problème de croyance quasi religieuse par rapport à tout document écrit, archive de première main ou compilation. La conséquence immédiate est de considérer que tout a été dit, ne reste à proposer qu'une nouvelle interprétation. Il reste à réécrire l'histoire. Faute de renouveler les questionnements, faute de nouvelles perspectives, l'archive perd son statut.

3) La mémoire de l'acteur et/ou du groupe, qui revendique le statut de dépositaire de la mémoire nationale, essaie d'imposer sa loi à l'historien.

4) Peut-on affirmer que la rupture avec l'historiographie coloniale a été consommée?

Enfin et en filigrane, la question peut être posée de savoir si nos historiens se sentent concernés par l'internationalisation de la recherche historique et/ou s'ils ont développé – comment, par qui, à partir de quels outils conceptuels? – un style national qui prendrait appui sur leur culture – qu'il faudrait tout de même définir –, sur leurs conditions de travail – accès aux archives et publications – et de vie. Les outils de l'historien sont-ils universels? (Jean Bouvier).